



Loi travail : l'exécutif peine à éteindre la grogne, à deux jours de l'Euro

AFP, le 08.06.2016

Les poubelles s'accumulent à Paris.

Le gouvernement peine à éteindre la grogne sociale, avec à nouveau au programme mercredi, à deux jours de l'Euro de football, des grèves à la SNCF, dans des raffineries, centres de déchets et des manifestations à venir.

Les demandes du président François Hollande à cesser la grève à la SNCF, aujourd'hui principal champ de bataille contre la loi travail, n'ont pas été entendues, ni celles du Premier ministre Manuel Valls, qui l'a qualifiée d'"incompréhensible".

La grève à la SNCF a été reconduite pour jeudi par toutes les assemblées générales de cheminots de la capitale et de la région parisienne, ainsi que dans plusieurs villes de province dont Toulouse, Lyon, Tours et Dunkerque.

La direction de la SNCF recensait en matinée encore 8,3% de grévistes, tous personnels confondus, dont une forte proportion de conducteurs, malgré un projet d'accord sur le temps de travail consacrant le maintien des règles internes actuelles (RTT, repos) et en améliorant d'autres (travail de nuit).

Notant les "améliorations arrachées", la CGT-cheminots, premier syndicat de l'entreprise ferroviaire, n'a pas donné de mot d'ordre.

Comme elle l'avait fait en juin 2014, elle s'en remet aux assemblées générales de cheminots. La grève menée il y a deux ans contre la réforme ferroviaire s'était éteinte progressivement, sans jamais être levée officiellement par un syndicat.

De leur côté, Sud-rail (troisième) et FO (non représentatif) ont appelé à poursuivre le mouvement. Ils sont particulièrement remontés contre la possibilité de dérogations, autorisées pour les seuls syndicats signataires de l'accord.

Laurent Berger, secrétaire général de la CFDT, qui a annoncé signer le projet d'accord, a souhaité que la CGT n'use pas de son droit de veto.

L'Unsa-ferroviaire (deuxième syndicat), a également annoncé qu'elle signerait le projet d'accord, ainsi que la convention collective du secteur ferroviaire.

Pour la huitième journée consécutive, le trafic restait perturbé, avec une légère amélioration: 80% des TGV et six Intercités sur dix circulaient. En Ile-de-France, on comptait toujours un Transilien et un RER sur deux, en plus de la fermeture du RER C due aux inondations et dont la réouverture est prévue vendredi.

Les poubelles s'accumulent

Agacés par le silence de François Hollande à qui ils ont adressé un courrier le 20 mai pour être reçus "rapidement", les syndicats contestataires se montrent déterminés à maintenir la pression dans d'autres secteurs.

Dans la capitale, les poubelles ne sont plus ramassées depuis plusieurs jours dans certains arrondissements. Les trois principaux sites de traitement de la région parisienne étaient bloqués mercredi, comme l'incinérateur de Fos-sur-Mer, qui traite les ordures ménagères de Marseille, et deux autres en Ariège. La collecte et le traitement des ordures étaient également à l'arrêt à Saint-Etienne (Loire).

Des grèves se poursuivaient aussi dans la zone industrielle du Havre et dans trois raffineries Total, dont celle de Feyzin (Rhône), où la direction avait pourtant annoncé la fin du mouvement. Des actions sont annoncées jeudi dans l'énergie et les ports. La direction de la SNCF recensait mercredi matin encore 8,3% de grévistes.

La CGT refuse de voir un essoufflement de la contestation démarrée il y a trois mois et qui n'a plus le soutien de l'opinion, selon le dernier sondage. Elle annonce de nouvelles manifestations jeudi, avant une manifestation nationale à Paris le 14 juin à l'appel des sept syndicats opposés à la loi travail (CGT, FO, Solidaires, FSU, Unef, Fidl et UNL).

Pour d'autres raisons, une grève des pilotes est également prévue à Air France du 11 au 14 juin. Les syndicats de pilotes affichaient mercredi leur "pessimisme" sur l'issue des négociations avec la direction, estimant que la compagnie n'a formulé que de "vagues promesses", "pas acceptables en l'état".

Sur un autre front de la grogne sociale, une vingtaine d'intermittents du spectacle ont manifesté mercredi devant le domicile de Mme El Khomri à Paris, pour réclamer l'application de l'accord sur leur régime d'indemnisation chômage. La ministre a dénoncé "un acte d'intimidation", jugé "parfaitement inadmissible" par François Hollande.

L'intersyndicale de Météo France (CGT, FO et Solidaires) a également appelé mercredi à la grève du 11 au 14 juin pour dénoncer une politique gouvernementale menaçant de "couler" l'établissement public, qui craint une réduction drastique de ses missions et postes. □
